



# Barack Obama dans l'histoire des Etats-Unis

Par Madame Hélène Harter<sup>1</sup>

Conférence présentée le 20 janvier 2009,

Les intertitres sont de la rédaction.

## Présentation

*Le 20 janvier 2009, jour de l'investiture de Barack Obama comme président des Etats-Unis et à l'occasion de notre réunion annuelle Ile-de-France, Madame Hélène Harter, directeur-adjointe du Centre de recherches d'histoire nord-américaine à la Sorbonne (dont M. André Kaspi, président du Comité pour l'histoire du CNRS a été directeur jusqu'à une date récente) a prononcé une conférence sur « Les enjeux de l'élection de Barack Obama ».*

*Madame Hélène Harter, maître de conférences à la Sorbonne, a publié beaucoup d'ouvrages et participé à diverses publications sur les Etats-Unis et l'Amérique du Nord : c'est une spécialiste de ce domaine dont tous les éléments sont sur le site du CRHNA - Centre de recherches d'histoire nord-américaine - Université Paris I - Panthéon - Sorbonne.*

*Après 100 jours de « règne » de Barack Obama il est intéressant de transcrire cette conférence, pour avoir l'occasion de faire un point provisoire.*

*En fin de présentation de la conférence, il était posé deux interrogations au sujet de Barack Obama : Est-ce un phénomène et y aura-t-il un miracle ?*

C.M.

## Hélène Harter

Mesdames, Messieurs,

Avec de telles questions la barre est posée très, très haut.

Je vais tout d'abord vous remercier de m'accueillir en ces lieux, en cet après-midi historique. Vous avez été très gentil de dire que j'allais « sacrifier » la cérémonie d'entrée en fonction d'Obama, une petite partie, celle que l'on verra peu dans les médias français, c'est-à-dire ces moments assez ritualisés, avant la prise de fonction qui aura lieu à midi, heure américaine.

En tout état de cause, c'est une très belle occasion pour moi de vous parler des Etats-Unis avec cette idée que nous avons vécu en direct cette élection américaine, nous en avons suivi tous les rebondissements, minute par minute quasiment comme si nous vivions aux Etats-Unis.

## Dans une perspective historique

Ce qui m'a semblé intéressant dans cette conférence, c'est évidemment de parler des enjeux de cette élection, mais de replacer cela dans une perspective historique. C'est-à-dire finalement, est-ce une élection totalement atypique ou peut-on trouver des parallèles avec des élections précédentes. Plus généralement, que cela nous apprend-il sur les Etats-Unis d'aujourd'hui et sur les transformations que le pays a connues depuis 40 ans ? Puisque ce qui fait de cette élection une élection histo-

rique, c'est avant tout le fait que, pour la première fois un homme d'origine noire accède à la Maison Blanche ; événement d'autant plus important que l'Amérique a connu la ségrégation jusqu'en 1964.

Il est donc intéressant de dépasser le regard journalistique, très important aussi, et d'y mettre un peu de sens historique. Cela permettra peut-être de répondre d'une manière contournée au « Barack Obama est-il un phénomène ? », je ne sais pas, « Fera-t-il des miracles ? », j'ai l'habitude de dire que l'historien ne prédit pas l'avenir. Il a déjà assez de mal à prédire le passé, alors ne lui demandons pas de prédire l'avenir !

Ce sera plutôt dans le cadre des questions que l'on abordera plus particulièrement cette question des enjeux et des problèmes auxquels va être confronté le nouveau président dans les heures à venir.

Si vous vous souvenez, dans cette nuit du 4 au 5 novembre 2008, les résultats tombent enfin ; Barack Obama, 53% des voix, John McCain, 46% des voix, et en terme de grands électeurs, les seuls qui comptent, 365 pour Obama, 173 pour McCain. Barack Obama est élu avec une avance assez confortable, puisqu'il fallait atteindre le chiffre de 270 grands électeurs pour devenir président des Etats-Unis.

Je vais vous faire une présentation

assez classique en trois parties ; c'est le propre des universitaires en sciences humaines et sociales. Les sciences politiques préfèrent une argumentation en deux parties. Nous, c'est plutôt la religion des trois !

Dans ma première partie, j'insisterai sur le fait d'une élection historique, bien sûr, mais également d'une élection qui s'inscrit dans la continuité.

Il faut bien avoir à l'esprit que, contrairement au système français, une élection aux Etats-Unis est régie par un système vieux de plus de 200 ans. C'est en effet la Constitution de 1787 qui règle la manière dont se déroule une élection présidentielle. Elle en régit tout d'abord la date ; le mardi qui suit le premier lundi de novembre. C'est un rituel, quoiqu'il arrive ; guerre, mort du président, démission du président, on ne change rien au calendrier. Tous les 4 ans, les Américains élisent leur président et leur vice-président et si en cours de mandat le président n'est plus en mesure d'assurer sa mission, le vice-président prend le relais. Une campagne électorale aux Etats-Unis est un processus qui s'inscrit dans la longue durée, car en fait, une élection présidentielle dure en moyenne un an, voire plus. Ainsi, Barack Obama s'est déclaré candidat en février 2007.

**Première étape:** on monte des comités exploratoires, c'est-à-dire on teste pour voir si sa candidature rencontre du succès.

**Deuxième étape:** des primaires, que nous avons tous suivies, où les candidats sont en compétition les uns contre les autres au sein d'un même parti.

**Troisième étape,** où le parti se choisit un leader et un candidat à la vice-présidence.

A partir de ce moment là, contrairement au système français, on fait cause commune derrière le leader du parti. On oublie ses vieilles querelles, de manière plus ou moins rapide et convaincue évidemment; la nature humaine est ce qu'elle est.

C'est là que commence la dernière période, celle qui commence à partir de la fête du travail, début septembre ; celle de la campagne officielle où sont face à face les deux tickets (président et vice-président) des deux partis, démocrates face aux républicains, plus une myriade de petits candidats dont les médias ne nous parlent quasiment pas. Pour mémoire en 2008, Ralph Nader, qui se présente sous l'étiquette indépendante, Bob Barr pour les Libertariens (ils considèrent que l'Etat doit être minimaliste, qu'il empiète sur les libertés individuelles et qu'il faut être contre l'Etat. C'est tout un paradoxe d'ailleurs de se présenter à l'élection pour devenir président lorsqu'on est contre l'Etat...). Chez les Verts, une femme, qui de plus est noire, Cynthia McKinney. Auxquels s'ajoutent une vingtaine d'autres candidats.

En quoi cette élection est-elle historique ? Tout d'abord, c'est une élection qui, brutalement, a vu son orientation changer au mois de septembre, au moment où la crise s'est généralisée.

Début septembre, les résultats étaient plutôt serrés et on pensait que ce seraient les débats prési-

dentiels organisés à l'automne, qui permettraient aux Américains de faire leur choix.

Brutalement la crise, et notamment la faillite de Lehman Brothers, a complètement redistribué les cartes.

### Régler la crise

La crise a favorisé Barack Obama pour 2 raisons ; les Américains considèrent d'abord que les **démocrates sont meilleurs pour régler les crises** que les républicains car ils sont favorables à l'intervention de l'Etat, donc ils vont pouvoir mener des politiques sociales, interventionnistes. Ensuite John McCain a deux phrases particulièrement malheureuses. La première est de dire «Les fondamentaux de l'économie américaine sont sains», cela passe difficilement en septembre! Ensuite, il affirme «L'économie, je n'y connais pas grand-chose».

Cela finit de dérouter les électeurs et cela montre que l'économie est la question sur laquelle l'électeur américain se détermine avant tout. Les Américains placent l'économie au-dessus des autres questions, notamment au-dessus des questions de politique internationale. Ainsi, en 1992, George Bush Senior sort victorieux de la guerre en Irak et bénéficie de taux de popularité extraordinairement élevés. On a le sentiment qu'il va être réélu très facilement, et, finalement, en novembre 1992, il est battu par un quasi inconnu, Bill Clinton, car entre temps, l'économie s'est dégradée et pour les Américains, peu importe que la guerre ait été gagnée, ce qui compte c'est leur pouvoir d'achat et la dégradation de la situation économique.

L'élection de 2008 confirme que la politique extérieure est toujours seconde, à moins que les Etats-Unis soient directement concernés par les enjeux internationaux. Vous le voyez très bien sur la question du Proche et du Moyen-Orient : l'Irak intéresse l'Américain moyen, pas Gaza. Les questions intérieures priment sur l'international. C'est la conséquence d'une histoire où les Etats-Unis se sont construits à la fin du 18<sup>e</sup> siècle contre l'Europe avec cette idée qu'ils étaient exceptionnels et qu'il fallait maintenir cette expérience américaine loin de la corruption européenne, qu'en quelque sorte, il ne fallait pas reproduire les erreurs européennes. Donc on pense « américain » avant de penser à ce qui se passe à l'étranger et, dans cette logique, on pense « économie » avant de penser « international ».

Or, ce qui faisait un des atouts de McCain, c'était sa connaissance des dossiers internationaux, son intérêt pour la politique étrangère, alors qu'au contraire, on reprochait à Barack Obama d'être plus faible sur ces dossiers.

**Deuxième élément**, et c'est, me semble-t-il, une des marques de cette campagne, c'est **la volonté de changement, extrêmement forte chez les Américains**. C'est une des lignes directrices de toute la campagne jusqu'en septembre et cela se renforce avec la crise, qui donne encore plus le sentiment aux électeurs qu'il faut changer la manière dont est administré le pays. Il s'agit de tourner la page des années Bush. Il est le président américain qui a eu le taux d'impopularité le plus élevé. Il fait encore plus mal en la matière que Harry Truman ou Richard Nixon.

### Les changements

Tourner la page est d'autant plus une évidence que, ni le président, ni le vice-président ne se représentent. C'est la première fois que cela arrive depuis 1952. On a donc le sentiment que cette élection va permettre l'arrivée au pouvoir d'hommes nouveaux, d'idées nouvelles, de solutions (je reprends votre expression, peut-être avec un point d'interrogation !) « miracles », pour sortir le pays de la crise.

Donc changement d'hommes, mais au-delà changement des idées qui vont diriger le pays.

Premier changement, abandonner le conservatisme dominant pour revenir au libéralisme des années soixante, au sens américain du terme, c'est-à-dire le progressisme ; l'idée qu'il faut venir en aide aux minorités, aux défavorisés, bref, que c'est à l'Etat de faire avancer la société. On revient aux idées des années Johnson et notamment à la lutte contre la pauvreté. Donc faire un choix entre poursuivre le conservatisme politique et social des années Bush ou revenir au libéralisme et au progressisme des années soixante.

Deuxième élément important de changement ; **quelle place accorder à l'Etat dans l'économie ?** Depuis les années 30, l'Etat est interventionniste dans l'économie américaine, bien plus qu'on ne l'imagine vu de France. L'Etat contribue à faire travailler de très nombreuses entreprises par les contrats qu'il passe (Boeing, mais aussi dans tous les domaines d'activités). Il définit des politiques économiques comme le soutien à l'agriculture. Il finance des pro-

grammes de recherche. Je pense par exemple à la NASA, mais aussi à la recherche fondamentale. On pourrait multiplier les exemples. L'Etat est donc très présent dans l'économie. Or le problème est que depuis 30 ans, depuis les années Carter (je ne dis pas les années Reagan, mais bien dès les années Carter), l'Etat américain a commencé à se désengager d'un certain nombre de secteurs, notamment de la recherche. L'idée s'impose chez certains dirigeants qu'il y aurait une recherche qui vaut le coût d'être financée, la recherche appliquée, et une recherche (je vais faire dresser les cheveux de beaucoup d'entre vous) qui est un « gadget », qui est la recherche fondamentale. Ce ne sont pas mes propos, mais ceux des dirigeants. Donc un utilitarisme en matière de recherche et, évidemment, dans cette logique, une recherche noble qui est une recherche autour des sciences dures et une recherche inutile qui est la recherche en sciences humaines et sociales. On va donc se recentrer sur certains domaines et en abandonner d'autres. Idem en matière de politique sociale, on va couper dans un certain nombre de budgets.

C'est donc ce choix qui est proposé aux Américains ; est-ce que l'on continue dans cette logique d'un Etat de plus en plus réduit, de moins en moins interventionniste, un Etat qui soutient la déréglementation ou, au contraire, va-t-on faire un choix de société qui est celui de plus d'Etat dans la société américaine, sachant évidemment que le « plus d'Etat » sera toujours moins que celui que nous connaissons en Europe, puisqu'il y

a un rapport à l'Etat totalement différent

Donc des enjeux de société qui vont bien au-delà de la personnalité des candidats en présence.

D'ailleurs, cette volonté de changement est très révélatrice du fonctionnement des Etats-Unis ; il y a une tradition de valorisation du changement. C'est en effet un pays qui est né d'une révolution, d'une volonté de changer le *statu-quo* et, périodiquement, dans l'histoire américaine, il y a ces grands mouvements qui traversent le pays autour de l'idée de réforme. Je vous en cite deux ; le premier, au tout début du 20<sup>e</sup> siècle, le progressisme. On était parti du constat que l'on avait perdu de vue les idées des Pères fondateurs, qu'on était en train de devenir comme l'Europe (ce qui n'est pas un compliment dans une perspective américaine) et qu'il fallait revenir aux fondamentaux, redonner la parole au peuple par exemple. Une des grandes mesures de ces années là est de créer le système des primaires lors des élections présidentielles. Avant, les grands partis choisissaient celui qui allait les représenter en petit comité. C'étaient les principaux dirigeants du parti qui se réunissaient et qui choisissaient l'un des leurs. Depuis les années 1910, les primaires se multiplient, permettant que cela soit le vote des gens «ordinaires» qui choisit le candidat. Deuxième période, les années 60 marquées par l'idée qu'il faut changer la société, revenir à des valeurs plus morales (moins de consommation, plus d'idéaux, etc.)

L'idée de changement est très forte en 2008 comme elle l'a été en 1960 lors de l'élection de Kennedy.

Si on compare la presse de 1960 et celle de 2008, on constate beaucoup de similitudes dans la manière dont les médias couvrent la campagne Kennedy et la campagne Obama.

Dernier élément, je parlais de changement : je crois qu'il faut avoir à l'esprit l'importance de [l'optimisme dans la culture américaine](#) ; cette idée que, même si on est au creux de la vague, demain sera toujours meilleur qu'aujourd'hui et que hier. Les Américains n'ont-ils pas inscrit dans leur déclaration d'indépendance que l'un des droits inaliénables de l'Homme est la recherche du bonheur. L'optimisme on le retrouve chez Reagan. L'évocation du rêve fait penser à Martin Luther King. On a beaucoup parlé ces derniers temps de son «*I have a dream*». L'un des premiers livres qu'a écrit Barack Obama s'intitule d'ailleurs «Les rêves de mon père». Les Américains partagent l'idée que l'Amérique est une œuvre en construction, qu'elle sera toujours perfectible, toujours meilleure demain. Ils valorisent le changement qu'ils associent à un monde meilleur.

Cela explique que les hommes et les femmes qui émergent dans cette campagne ne sont pas ceux que l'on attendait. Ainsi, dans le camp démocrate, tout le monde pariait sur Hilary Clinton à la Maison-Blanche. Dans le camp républicain, on ne misait pas grand-chose sur McCain. Celui que l'on voyait sortir vainqueur du combat, c'était Giuliani, l'homme du 11 septembre à New York. Quant à Sarah Palin, qui savait qu'elle existait, en dehors de l'Alaska ?

Comment est-ce possible dans un si grand pays ? Tout simplement parce qu'on a une méfiance à l'égard de l'Etat et notamment des hommes politiques de Washington. Beaucoup d'Américains pensent qu'à Washington tout le monde est plus ou moins corrompu, que de temps en temps il faut nettoyer les écuries d'Augias et que Washington n'est pas l'Amérique profonde. Donc on a, de manière assez régulière, un discours anti-Washington, qui favorise l'élection de gens qui ont eu peu de liens avec le pouvoir fédéral. Je vous en cite trois : Jimmy Carter (au début de sa campagne en 1976, les journaux titrent «Jimmy Who?») que personne ne connaît en dehors de son Etat natal, la Georgie ; Ronald Reagan, un ancien acteur de série B, dit-on, qui va arriver à la Maison Blanche, ce qui paraît totalement incompréhensible en France ; et Bill Clinton, gouverneur d'un tout petit Etat, le plus pauvre du pays, guère connu au-delà des frontières de l'Arkansas. On mise donc sur un inconnu pour remettre de l'ordre à Washington. Et c'est d'autant plus possible qu'aux Etats-Unis, il n'y a pas de système de cumul des mandats (l'électeur ordinaire considérant que vous ne pouvez pas cumuler les fonctions et vous occuper des choses efficacement). De plus, on estime qu'il ne faut pas accumuler les mandats dans le temps et très souvent la loi prévoit qu'il est possible de faire deux mandats et pas plus. Roosevelt est une exception, due à des circonstances exceptionnelles, mais très vite, dans les années 50, on vote un amendement qui dit que désormais, un président pourra exercer deux mandats et pas plus.

Ainsi on n'a pas peur d'élire quelqu'un qui n'a pas une longue expérience du pouvoir. On considère même un tel choix comme sain car l'élu n'aura pas été contaminé par le lobbying et qu'il pourra se consacrer pleinement à sa tâche.

On associe cependant ce candidat qui manque d'expérience à un colistier, un vice-président, qui, lui, pourra se prévaloir d'une longue expérience. Vous retrouvez là les deux couples présidentiels en course en 2008. Barack Obama, jeune sénateur, né au début des années 60, élu au Sénat et ne prenant ses fonctions qu'en janvier 2005, qui plus est en campagne depuis février 2007, n'ayant donc pas eu une activité législative très intense. Mais son message de changement l'emporte sur ces considérations et on vote d'autant plus pour lui qu'il a sur son ticket Joe Biden. Biden est, lui, élu à Washington depuis 1972. Il a donc une expérience du législatif, de la politique étrangère et on se dit qu'il va compenser les faiblesses du candidat Obama.

Chez les Républicains, on joue le jeu inverse ; un candidat qui a beaucoup d'expérience, McCain, puisqu'il siège au Congrès depuis 1982, qui choisit une colistière qui, elle, va incarner la volonté de changement, le fait de ne pas voir son nom lié à Washington et aux affaires. On choisit une figure très neuve dans la politique nationale : Sarah Palin.

Dans l'élection qui nous intéresse, il faut bien voir que ce message de changement passe très bien et notamment qu'il a la capacité à mobiliser des groupes qui, traditionnelle-

ment, participent très peu aux campagnes présidentielles.

Il s'agit des minorités, un des groupes qui votent le moins et qui participent le moins au système politique. En plus, aux Etats-Unis, pour voter, il faut se faire inscrire sur les listes électorales à chaque élection ; ce qui n'est pas forcément la priorité de ceux qui sont des immigrants récemment naturalisés ou de ceux qui se démènent dans les difficultés du quotidien. Cette campagne a montré que, pour la première fois, les minorités s'étaient mobilisées en nombre. Deuxième groupe à s'être extrêmement mobilisé, les jeunes, qui, là aussi, traditionnellement, sont peu investis dans la vie politique.

La **mobilisation** des Américains est telle dans cette campagne qu'au soir de l'élection, on a comptabilisé 133 millions de votants, ce qui est considérable. Cela correspondant à 10 millions de votants de plus qu'en 2004, sachant qu'entre 2004 et 2008, la population a augmenté de 3 ou 4 millions au maximum. C'est un taux de participation proche de 63%, ce qui en fait un record depuis 1964. Cette élection a donc très clairement mobilisé les Américains comme on ne l'avait plus vu depuis les années Kennedy. C'est très important puisqu'on avait, année après année, une tendance à la chute de la participation électorale.

Il y a un autre élément important qui explique cette mobilisation et qu'on n'a pas assez évoqué. C'est le fait qu'une nouvelle génération soit aux portes du pouvoir. Obama est né en 1961, il a une génération d'écart avec McCain. Hilary Clinton, elle, appartient pleinement à la gé-

nération du Baby Boom, contrairement à Obama qui est né quand les baby-boomers étaient déjà au lycée. Donc on a un écart générationnel. Barack Obama n'a pas les mêmes références culturelles que les deux autres candidats. Il a été élevé dans une Amérique qui n'a connu que la déségrégation et le multiculturalisme, alors qu'Hilary Clinton a été une jeune militante des droits civiques. On est en présence d'un changement de génération évident comme lorsque Clinton en 1992 a été le premier Président issu du Baby Boom, lorsque Kennedy est devenu le premier Président né au 20<sup>e</sup> siècle. Ce changement va se confirmer aussi dans l'équipe qui entoure Obama. Le principal auteur de ses discours a... 27 ans. C'est une Amérique plus jeune qui entre dans les sphères du pouvoir. N'oublions pas d'ailleurs que les Etats-Unis sont un pays jeune. L'âge médian y est environ à 35 ans : donc une moitié de la population a moins de 35 ans, une autre moitié a plus de 35 ans. On est donc sans doute plus enclin à voter pour un Président jeune quand on est un pays jeune.

### Obama utilise des nouvelles technologies

Cela signifie aussi qu'on est plus réceptif aux **nouvelles technologies**. Cette année, elles ont pris une importance considérable dans la campagne. Cela était déjà en germe en 2004, cela s'est accéléré en 2008 ; téléphone portable pour mobiliser les volontaires, 3 millions de supporters de Obama (le noyau dur de ses soutiens), qui sur simple envoi de SMS se réunissent pour mobiliser les électeurs potentiels, inciter les gens à aller voter. Pensons également au rôle de l'Internet et

des réseaux comme Facebook; Internet qui permet de lever des fonds de manière extrêmement importante, puisque, lorsque vous alliez sur les sites des candidats, la première chose que vous voyiez c'était un appel à faire une contribution. A tel point d'ailleurs qu'Obama a renoncé au financement public auquel a droit tout candidat en se disant qu'il parviendrait à collecter beaucoup plus, notamment par le biais de l'Internet.

En additionnant tout cela, on constate que l'élection de 2008 réunit un certain nombre de tendances traditionnelles dans l'histoire américaine auxquelles s'ajoutent des éléments qui ont font une élection historique ; et en particulier le fait que pour la première fois les Américains élisent quelqu'un issu de la communauté noire.

Ce n'est pas la première fois qu'un candidat noir se présente au suffrage des électeurs. Le premier, Frederick Douglas, fait campagne en 1872 au lendemain de la guerre de Sécession. Très connu pour son combat pour les libertés civiles, il se présente sur un ticket avec une femme blanche. Il s'agit de se battre pour les droits civils des Noirs et des femmes. En effet en ce temps là, les femmes américaines ne votent pas. Il faudra attendre le lendemain de la première guerre mondiale pour qu'elles deviennent des électrices au niveau fédéral. Cette candidature remporte, vous l'imaginez bien, très peu de suffrages. Douglas est plus dans l'image du candidat symbolique que dans celle du candidat qui va réellement marquer la vie politique.

**Deuxième exemple** de candidature : Jesse Jackson, un des proches de Martin Luther King. Il fait d'ailleurs partie du petit groupe d'hommes qui se trouve auprès de lui lorsqu'il est assassiné à Memphis en 1968. Il reprend le flambeau de Martin Luther King, continue la lutte surtout dans la sphère politique. Il se présente à la présidentielle en 1984, en 1988, autour de la coalition « Arc en Ciel ». Il s'agit, comme son nom l'indique, de promouvoir une candidature noire pour défendre les droits des Noirs et des minorités. Sa candidature ne dépasse pas la communauté noire et les progressistes blancs.

### Barack Obama atypique

La candidature de Barack Obama est très différente, notamment car il est le produit d'une histoire différente de celle de Douglas et de Jesse Jackson. Tout d'abord, il n'est pas uniquement noir. Il est métis, le fils d'un père kenyan et d'une mère blanche, originaire du Kansas, un État rural et conservateur du centre de l'Amérique et il a été élevé par la branche blanche de sa famille. Il est le produit d'une histoire culturelle double. Pendant toute la campagne, il a d'ailleurs insisté sur le fait qu'il était porteur également de cette histoire de l'Amérique blanche. Obama a également des origines kényanes. C'est également important, car il n'est pas le produit de l'histoire de l'esclavage, à la différence de Martin Luther King ou de Frederick Douglas, qui sont des descendants d'esclaves et qui ont combattu pour les droits civils. Lui est le produit de l'immigration. Au début de la campagne, d'ailleurs, on entendait dire qu'il n'était pas assez Noir pour être soutenu par les Noirs

américains, sous-entendu qu'il n'avait pas, en tant que fils d'immigrant, connu la lutte pour les droits civils, qu'il n'avait pas connu le racisme lié aux ghettos hérité du temps de l'esclavage. Métis, issu de l'immigration, Barack Obama a cependant fait le choix de s'inscrire pleinement dans la communauté noire, par son mariage et par ses choix de vie, ses engagements communautaires, etc.

Pendant Barack Obama est atypique car pendant toute la campagne il a tenu un discours où la question raciale est quasiment absente. Il n'est pas là pour défendre la cause des noirs, mais, explique-t-il, pour défendre la cause de tous les Américains quelles que soient leurs origines. Il cherche à transcender les barrières raciales. Je vais vous citer l'extrait de l'un des discours qui a été sans doute le plus important de la campagne, au moment de la polémique autour des propos racistes de son pasteur noir. Barack Obama prend clairement position dans ce discours de Philadelphie qu'il baptise « Pour une union plus parfaite » : « Jusqu'à mon dernier jour, je n'oublierai jamais que mon histoire n'aurait été possible dans aucun pays du monde. C'est une histoire qui ne fait pas de moi le plus conventionnel des candidats, mais c'est une histoire qui, de façon indélébile, a imprimé dans mes gènes l'idée que ce pays représente plus que la somme de ses parties, que nous tous qui le composons, ne formant, en réalité, qu'un ». Il y a là, en substance, tout son discours de campagne ; l'idée qu'il ne défend pas les intérêts catégoriels d'un groupe, mais qu'il défend la cause de l'ensemble des Américains. C'est un discours très rassembleur, très unitaire, qui met la couleur de côté et qui, au contraire, met en

avant les valeurs que sont sensés partager tous les Américains.

### La communauté noire

Je dirais, pour conclure cette partie, que l'élection de Barack Obama est historique car c'est l'élection d'un homme issu de la communauté noire, bien sûr, mais c'est surtout le signe que l'Amérique était prête à accepter un tel candidat, au-delà de son charisme naturel.

Aujourd'hui, on estime qu'il y a aux Etats-Unis, 10 000 élus issus de la communauté noire. Il y a 40 ans, ils étaient 300. Cela montre qu'au-delà du phénomène Barack Obama, c'est un phénomène de fond qui traverse les Etats-Unis, aussi bien dans le Nord que dans le Sud. Il ne faut pas oublier que les Américains noirs sont sortis, pour la plupart, du ghetto. Ils ont intégré la classe moyenne, notamment grâce aux politiques de Johnson des années 60, grâce au rôle très important de l'éducation. A peu près trois-quarts d'entre eux ne connaissent plus la pauvreté. Barak et Michelle Obama sont bien le produit de cette évolution, de cet accès à l'éducation supérieure qui s'est développé et qui a permis à cette génération de jeunes gens de la communauté noire d'accéder à des postes à responsabilités (essentiellement dans le secteur public). Michelle a fait Princeton. Son mari a fait Columbia et Harvard.

Cela témoigne de la diversité de l'Amérique depuis 40 ans, due à la fin de la ségrégation, mais également à l'impact de la nouvelle loi sur l'immigration de 1965. Elle a ouvert très largement les portes de l'Amérique aux immigrants,

ce qui n'était plus le cas depuis 40 ans, et a permis l'arrivée massive de populations venant des pays du Sud (l'Amérique latine, l'Asie, mais aussi, ce que l'on oublie, l'Afrique). L'Amérique d'aujourd'hui n'est plus l'Amérique des années 60 ségréguée, où il y avait une confrontation entre les Blancs et les Noirs. Même s'il y a toujours du racisme, ne nous voilons pas la face, l'Amérique est multiculturelle. Elle s'est tellement diversifiée dans ses composantes qu'aujourd'hui les Noirs ne sont plus la première minorité du pays. Ce sont les Hispaniques. Cette recomposition politique, sociale et raciale a permis que l'élection d'un candidat issu d'une minorité visible devienne une réalité en 2008.

### La période de transition vers l'investiture

Maintenant, j'aimerais dans un deuxième temps m'intéresser à la période de transition entre l'élection et la prise de fonction et à la symbolique qui entoure la prise de fonction, au-delà des discours journalistiques.

Tout d'abord, j'insiste sur cette idée d'unité nationale, qui suit généralement l'élection du président aux Etats-Unis. La règle veut, en effet, que l'élection passée, les vaincus reconnaissent leur défaite mais aussi oublient les querelles du passé et fassent cause commune derrière le Président élu (un état de grâce qui dure plus ou moins longtemps). McCain, de manière très sportive, a salué la victoire de son opposant. On a vu Condoleezza Rice venir, impromptu, à un briefing du secrétariat d'Etat féliciter Barack Obama. On a également

entendu le Président Bush inviter la famille du Président élu à visiter la Maison Blanche. On est dans les gestes symboliques qui montrent que l'on respecte les règles de la démocratie, qu'il y a un vainqueur et un vaincu, mais que l'unité nationale doit primer.

C'est d'autant plus nécessaire que, contrairement à la France, il y a un très long moment qui s'écoule entre l'élection du Président et la prise de fonction : 77 jours cette année. A la fin du 18<sup>e</sup> siècle, lorsque la constitution a été adoptée, les communications étaient très lentes. Il fallait du temps pour collecter les résultats et les faire parvenir jusqu'à Washington, constituer une équipe. A l'époque, la prise de fonctions présidentielle avait lieu au début du mois de mars. On a changé le calendrier à cause de la crise de 1929. Il était devenu impossible dans un tel contexte de difficultés d'attendre autant de temps pour avoir un nouveau Président en fonctions, d'autant que Roosevelt, comme Obama, avait été élu sur l'idée de changement. D'où l'avancement de l'entrée en fonction au 20 janvier à partir de 1936. Le contexte actuel laisse à penser qu'il risque d'y avoir, dans les années à venir, un nouvel avancement du calendrier.

Pendant ces 77 jours, il y a un Président qui incarne la légitimité, le seul à pouvoir prendre des décisions, un Congrès en fin de mandat à l'influence politique limitée puisque un certain nombre de ses membres n'a pas été renouvelé, et un Président élu, tenu au devoir de réserve puisque l'Amérique ne doit parler que d'une seule voix, qui compose son équipe, très attendue, laquelle va devoir être

validée par le Sénat des Etats-Unis. Ce président élu est tenu au courant des affaires de l'Etat par des « briefings de sécurité » qui vont lui permettre d'être opérationnel le jour J.

La journée d'investiture a commencé à être ritualisée lorsque George Washington prend ses fonctions en 1789 (New York fait alors office de capitale). Le président élu commence sa journée en se rendant à un service religieux ; un geste qui est couvert par les médias et qui montre l'importance du religieux dans la société américaine. Cette étape privée accomplie, le Président se rend à la Maison Blanche pour une rencontre conviviale avec son prédécesseur ; une passation des pouvoirs officielle qui dure environ une heure.

Ensuite, de manière symbolique, contrairement à ce que nous connaissons en France, les deux couples présidentiels se rendent ensemble sur le lieu de la transition, au Capitole. Le bâtiment où siègent les deux assemblées (Sénat et chambre des Représentants) symbolise le peuple et la séparation des pouvoirs. Le Président, chef de l'Exécutif, va prendre ses fonctions sous l'œil du législatif, le Capitole.

Il est entouré de son futur vice-président, des président et vice-président encore en exercice pour quelques minutes, des familles de l'ex et du futur Président, des représentants des deux partis politiques, d'invités étrangers. Une foule très nombreuse s'est également déplacée pour assister à l'événement. D'après la constitution, le président élu entre officiellement en fonction à midi. C'est cependant la prestation de serment qui en fait symboliquement, et aux yeux du monde, le nouveau prési-

dent des États-Unis. Le président prête serment devant le Président de la Cour Suprême qui incarne le troisième pouvoir. On retrouve la séparation des trois pouvoirs qu'avaient voulue les rédacteurs de la Constitution à la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Lors de cet acte solennel, le Président affirme ou jure de protéger et défendre la Constitution des Etats-Unis. Rien ne dit dans la Constitution qu'il doive jurer sur la Bible. Il y a un Président dont on est sûr qu'il ne l'a pas fait, c'est le Président Pierce, dans les années 1850. Pour les autres, l'utilisation de la Bible relève de la tradition politique et du fait que les 44 Présidents ont tous été des chrétiens. J'insiste sur cette idée car, contrairement aux idées reçues, les Etats-Unis sont comme la France un pays où il y a séparation entre l'Eglise et l'Etat, même si elle prend des formes différentes.

Cette année, Barack Obama prêterait serment sur la Bible qu'avait utilisée en 1861 son modèle politique, Abraham Lincoln. Originaire du même État que lui, l'Illinois, il est à l'origine de l'émancipation des esclaves. En outre, comme Lincoln, Obama est confronté à des défis extraordinaires ; pour Lincoln, c'étaient les débuts de la guerre civile, pour Obama, sortir le pays de la crise. Obama place le début de sa présidence sous le signe de celui qu'on a considéré comme l'un des plus grands présidents américains. De plus, Lincoln était républicain, Obama est démocrate. Cela permet de montrer que le nouveau président dépasse les clivages politiques, qu'il recherche l'unité et tourne ainsi la page des années Bush très marquées par leur polarisation politique. Lincoln est, comme

Reagan, une figure politique évoquée même par ceux qui n'ont pas la même couleur politique que lui. Cette journée est donc une journée de communion nationale au-delà des différences partisans. Les officiants qui prononcent les prières qui accompagnent la prestation de serment représentent d'ailleurs les principales sensibilités religieuses du pays.

### Le discours d'investiture

Le discours d'entrée en fonction qui suit la prestation de serment est extrêmement travaillé : après un droit d'inventaire (une présentation de l'état dans lequel a été laissé le pays) plus ou moins rapide, le Président insiste sur ce qui va être le mot d'ordre des 4 années à venir, sur ses priorités.

Quatre discours ont particulièrement marqué les esprits ; en 1801, Jefferson, au temps de la première alternance politique, cherche à montrer qu'il est possible de passer d'une majorité à l'autre ; en 1861, Lincoln aux prémisses de la guerre civile ; Roosevelt qui a prononcé en 1933 la fameuse formule que l'on a beaucoup entendue ces derniers temps : « La seule chose dont nous devons avoir peur, c'est la peur elle-même » et Kennedy en 1961 et sa célèbre phrase « Ne demandez pas à votre pays ce qu'il peut faire pour vous, mais plutôt ce que vous pouvez faire pour lui ».

Le discours d'investiture constitue plus que jamais un grand moment de la journée, d'autant que l'Amérique d'aujourd'hui, à la différence de celle des années 30, est une grande puissance très impliquée sur la scène internationale. Le monde entier dé-

sormais s'intéresse aux choix de son nouveau président.

Alors qu'en France la passation des pouvoirs se fait dans un lieu fermé, qui est l'Élysée, aux Etats-Unis elle donne lieu à une grande cérémonie publique pensée comme une communion nationale. La population est partie prenante de l'évènement. On attend, aujourd'hui, 2 millions de personnes pour la cérémonie d'investiture et les parades qui vont suivre. On est dans une autre conception du politique. On parle d'ailleurs aux Etats-Unis d'une « religion civique », au sens où il y a une communion nationale autour de valeurs comme la liberté, l'égalité, autour de rituels, autour de la célébration des grands Hommes. Notre société contemporaine valorise l'immédiat. Aux Etats-Unis, pays dont on dit qu'il est toujours projeté vers l'avenir, on n'hésite pas cependant à invoquer les figures du passé comme Lincoln, Roosevelt, Kennedy et Martin Luther King, bref à faire appel à l'Histoire, notamment quand les temps sont difficiles.

### Les défis

Ces défis, quels sont-ils ? Ce sera l'objet de ma dernière partie. Pour employer une formule lapidaire : Deux guerres et une crise. L'économie s'impose comme la question prioritaire. L'économie américaine, ces derniers mois, a détruit autant d'emplois qu'elle ne l'avait fait en 1945. Il y a d'ailleurs une énorme différence par rapport à aujourd'hui ; en 1945, les emplois avaient disparu car il s'agissait de passer d'une économie de guerre à une économie de paix. Les industriels licenciaient alors leur personnel, pour 3 mois ou plus, le temps de réadapter les lignes de

production et réembauchaient ensuite.

Aujourd'hui, il en va différemment. La sortie de crise est très tributaire des plans de relance. Il y a eu le plan Paulson sous l'Administration Bush. Les derniers chiffres évaluent le plan Obama autour de 800 milliards de dollars avec, pour l'essentiel, des mesures inspirées du *New Deal*, c'est-à-dire des emplois publics, des investissements fédéraux dans les grands chantiers et, ce qui est neuf, des investissements dans les nouvelles technologies, dans l'énergie verte, etc.

La grande question est celle de l'efficacité de ces mesures et celle du moment où l'économie repartira (car elle repartira évidemment un jour). Est-ce que cela sera dû au(x) plan(s) de relance ou au retournement de la conjoncture économique et politique. Deux exemples témoignent de la difficulté à faire la part des choses. La reprise économique lors du *New Deal* et lors du deuxième mandat de Reagan est due en fait à la conjonction des deux facteurs. D'ailleurs, les chiffres du chômage reculent de façon spectaculaire au début des années 40 quand les Etats-Unis lancent un grand programme de réarmement. C'est plus ce dernier que le *New Deal* qui sort le pays de la crise.

Autre défi important pour Barack Obama, la politique extérieure. Il s'agit de tourner la page des années Bush, de redonner une légitimité aux Etats-Unis, notamment au point de vue moral (l'isolement Irakien, le scandale d'Abou Ghraïb, la question de Guantanamo), sachant que se

pose un certain nombre de problèmes en terme de géostratégie. Carter a été confronté à la même situation après la démission de Nixon et l'intermède Ford. Carter est un homme guidé par des principes moraux, des convictions, des grandes idées. Il pensait qu'il fallait mener une politique internationale dictée par le principe des droits de l'Homme, les États-Unis ne pouvant aider un pays qu'à partir du moment où il respecte les droits de l'Homme. Il décida donc de diminuer l'aide américaine à de nombreux pays, notamment en Amérique latine. Il fut néanmoins obligé de faire machine arrière à partir de 1978/79 car il se rendit compte que le message transmis, notamment à l'Union Soviétique, était que les Etats-Unis étaient faibles. La nature ayant horreur du vide, l'Union Soviétique poussa ses pions. Ce fut le cas notamment en Afghanistan.

Le président Obama devra donc trouver un équilibre entre les valeurs morales et les intérêts géostratégiques du pays. Cela explique qu'il a accordé une très grande importance à la constitution de l'équipe chargée de la sécurité nationale. Il n'a pas, par exemple, démantelé le grand département de la sécurité intérieure qu'a créé Bush après le 11 septembre. De même, il a conservé un certain nombre d'anciens de l'administration Bush et notamment Robert Gates à la Défense. Il s'agit pour Obama de mettre en œuvre de nouvelles pratiques tout en se donnant les moyens d'être toujours efficace sur la scène internationale.

Cela explique que l'Irak reste une question centrale pour son Admi-

nistration. Le délai des 16 mois pour le retrait des troupes promis pendant la campagne va-t-il être tenu? Je pense que le pragmatisme l'emportera ; les 16 mois risquent d'être à géométrie variable.

L'Afghanistan devient la zone de combat prioritaire pour les Américains dans le cadre de la guerre contre le terrorisme.

Le Pakistan, un pays extrêmement instable dont on parlait peu, risque d'être davantage au centre des préoccupations. Si le régime tombe aux mains des islamistes, que deviendra l'arsenal nucléaire ? Le Pakistan devient donc une priorité tandis que l'Iran devient une priorité plus urgente.

Au Proche et au Moyen Orient, on peut penser qu'Obama va intervenir assez rapidement, qu'il tentera de jouer un rôle de médiateur comme Clinton l'avait tenté à la fin de son mandat.

L'Europe est, par contre, très seconde car c'est une zone de stabilité. Ce n'est plus un enjeu comme au temps de la guerre froide. La Russie est le seul point d'interrogation. De plus en plus, les intérêts entre l'Europe et les Etats-Unis s'écartent. D'ailleurs, depuis 1965, l'immigration est davantage issue de l'Amérique latine, d'Asie. Ce qui signifie qu'un nombre croissant d'Américains n'ont pas de liens affectifs, ni familiaux avec l'Europe.

Ce qui est en revanche primordial, c'est le lien entre économie et politique étrangère. Cela place deux régions du monde en tête des préoccupations ; la Chine,

avec une imbrication croissante des économies à l'heure de la mondialisation et l'Afrique, qui est un centre d'intérêt pour les Américains depuis les années Nixon et qui est un des continents où les investissements américains progressent le plus. S'il y a une région du monde où George W. Bush a plutôt bien réussi, c'est l'Afrique. Il y a un basculement d'influence de ce continent qui regarde de moins en moins vers l'Europe et de plus en plus vers les Etats-Unis et la Chine.

### Rôle du congrès et l'horizon 2010

La politique des Etats-Unis sera définie par Barack Obama, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il y a un acteur extrêmement important dans le jeu politique américain : le Congrès. Il vote le budget (c'est le nerf de la guerre) indispensable pour mener à bien les politiques présidentielles. Il valide (ou invalide) les nominations aux postes clefs de l'administration. On a vu la semaine dernière que cela se passait assez mal pour certains postes économiques. Il ratifie les traités. Le Congrès, et en particulier le Sénat, a par conséquent une très forte influence en matière de politique étrangère. Ce Congrès est majoritairement démocrate, aussi bien à la Chambre des représentants qu'au Sénat, mais Barack Obama n'a pas devant lui 4 ans. En fait il a 2 ans car tous les représentants sont soumis à réélection tous les 2 ans, donc en novembre 2010, date à laquelle 1/3 du Sénat sera également renouvelé.

Donc dès novembre 2010, les électeurs, en désignant représentants et sénateurs, manifesteront soit leur

approbation, soit leur désapprobation face à la politique d'Obama. Sans être pessimiste, rappelons qu'en 1992 Bill Clinton avait été élu avec cette idée de changement, soulevant un bel enthousiasme et deux ans plus tard les républicains avaient remporté les législatives, un vrai raz de marée qui a eu pour conséquence qu'à partir de 1994, les initiatives de Clinton n'ont pas pu s'imposer et notamment sa grande réforme du système de santé.

Je pense que les médias vont avoir les yeux rivés sur Barack Obama dans les semaines à venir, mais ne perdons pas de vue que le Congrès est un acteur déterminant dans la vie politique américaine. En quelque sorte, un Président est en campagne perpétuelle. Il va devoir se mobiliser pour faire élire des démocrates en 2010 et il devra aussi très vite, s'il veut se représenter, penser à sa campagne de 2012.

Un homme politique aux Etats-Unis est sans cesse sur la brèche et n'a pas le temps de profiter du bonheur d'être Président !

### Questions du public

« L'investissement américain en Afrique ???? »

Les investissements sont de deux natures ; d'abord publics, c'est-à-dire le programme d'aide américain aux pays en voie de développement ou émergents, et ensuite il y a tout ce qui relève de l'investissement privé. Ce dernier type d'investissement est en général plus important que les fonds publics qui sont traditionnellement

faibles. Ce sont les entreprises qui sont, très souvent, l'image de l'Amérique et de l'aide américaine en Afrique.

Depuis au moins les années 60, les entreprises investissent de plus en plus sur le marché africain. D'ailleurs, au moment de la décolonisation, l'Amérique incarnait l'image du changement, de la décolonisation quand les pays européens représentaient le passé dont on voulait tourner la page. Au Congo, par exemple, le catholicisme a été pendant longtemps dominante. Choisir d'être protestant c'était faire le choix de l'émancipation face à la puissance coloniale. Les missionnaires protestants, essentiellement américains, ont été très actifs au temps de la décolonisation et leur action a par la suite favorisé l'installation d'entreprises américaines.

En Afrique, les Américains sont confrontés depuis quelques années à un nouvel acteur : la Chine. Les deux économies sont très imbriquées. Actuellement, il y a beaucoup d'investissements américains en Chine mais également beaucoup d'investissements chinois aux Etats-Unis, notamment par le biais des bons du Trésor. On ne peut pas penser l'économie pays par pays, ou continent par continent. La logique de la mondialisation fait qu'il y a interdépendance et contagion entre les économies. Aujourd'hui, qu'on aime ou non les Etats-Unis, on est obligé de faire avec, dans un système mondial où ce qui se passe à Washington ou à New York a forcément une incidence sur nos vies.

«Vous avez rappelé qu'il y avait en principe séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais elle est difficile dans les

faits, il y a toujours la formule «*In God we trust*» avec obligation de suivre cette expression. Peut-on envisager qu'il y ait un Président qui soit athée ou qui ne soit pas marié ?»

Sur la question du mariage, cela relève du poids du conformisme social (l'image que l'on se fait du Président, de sa famille,...). Dans l'histoire américaine certains Présidents n'avaient pas d'épouse, mais c'étaient la plupart du temps parce qu'ils étaient veufs. C'est vrai qu'en tant que Président, il est bon de montrer une vie de famille équilibrée. C'est une tradition qui date des années Roosevelt (qui marquent le début de ce que l'on a appelé par la suite la Présidence impériale) ; une période où les médias ont commencé à couvrir la vie du Président et de sa famille. Par exemple le concept de *First Lady* se crée avec Eleanore Roosevelt.

Etre célibataire serait difficile à gérer médiatiquement pour un Président. Pourquoi pas imaginer dans quelques années un Président homosexuel, même si je ne pense pas que la société américaine soit encore prête pour ce dernier scénario. Un indice qui nous le prouve est que la Californie a légalisé le mariage homosexuel avant qu'un referendum annule cette décision.

Sur la question de Dieu, à la fin de la prestation de serment, il est de coutume de rajouter la formule «Que Dieu me vienne en aide». C'est un ajout du Président Chester Alan Arthur en 1881, reprise ensuite par Roosevelt (il faut dire qu'en 1933, au cœur de la crise, le président pouvait vraiment ressentir le besoin d'une aide extérieure) et depuis la tradition s'est instaurée.

Cela relève d'une pratique culturelle plus large. Avoir une religion, quelle qu'elle soit, est un élément intégrateur dans la société américaine. Vous êtes considéré comme un bon Américain. Signalons tout de même que depuis quelques années, le nombre de gens qui se disent athées est en augmentation constante.

Pour revenir au propos initial, rien n'interdit qu'un Président qui ne soit pas chrétien soit élu. Si Al Gore avait gagné l'élection en 2000, qu'il y ait eu un problème quelconque et que son vice-président l'ait remplacé, pour la première fois de l'Histoire un Juif, Joe Liberman, serait devenu Président des Etats-Unis.

Rien ne l'interdit donc. Le fait que les présidents aient été tous des chrétiens relève du poids de la tradition et de la composition du corps politique, etc.

Certains détracteurs d'Obama ont tenté de jouer la carte de la religion en expliquant à tort qu'il était musulman et donc pas pleinement américain. Ils ont essayé de construire l'image d'un candidat «*un-american*», qui vit aux Etats-Unis, mais qui ne partage pas les valeurs américaines. Le fait qu'il puisse être musulman constituait un repoussoir pour de nombreux conservateurs. N'oublions pas cependant que les Etats-Unis comptent déjà des élus musulmans.

«Vous avez répondu en partie à ma question sur la Chine, puisqu'il y a une interdépendance étroite, les Chinois étant créanciers et en même temps les Etats-Unis ouvrent leur marché pour la Chine. Mais quel va être le degré de concertation pour la solution de la crise éco-

nomique et financière mondiale entre les Etats-Unis, l'Union européenne et les pays émergents (le Brésil, la Chine et l'Inde?)»

C'est une question à laquelle j'aurais du mal à répondre. Les semaines qui vont suivre vont permettre de voir si, telle qu'on l'imagine, l'administration Obama va être dans une logique plus multilatéraliste que celle de Bush, sachant que pour les Etats-Unis il y a une difficulté à penser le multilatéralisme. C'est le produit de cette histoire du 18<sup>e</sup> siècle, cette idée qu'il ne faut pas se laisser entraîner dans les conflits européens, mais aussi l'idée que l'on se moque de ce que peut penser le reste du monde, du moment qu'on a le sentiment d'agir pour les intérêts américains. Vous avez une tendance au multilatéralisme plus forte chez Obama que chez Bush, mais concrètement, que va-t-il se passer ? Rappelez-vous Clinton et les Balkans, on ne peut pas dire que cela ait toujours été le comble du multilatéralisme. Seul l'avenir nous apportera une réponse.

Se pose aussi la question du rôle des organismes internationaux, comme le FMI, qui pourrait être un des acteurs de premier plan pour sortir de la crise. Quelle va être sa marge de manœuvre, sachant que les Etats-Unis, dans leur histoire, ont souvent eu une réticence à l'égard du FMI ? Il fut même une époque où les États-Unis ne payaient plus leur cotisation au FMI considérant que c'était devenu la tribune des pays du Sud ; une organisation où ils étaient plus critiqués qu'autre chose.

L'anglais reste-t-il la langue officielle, malgré la forte immigration hispanique ?

Etonnamment, l'immigration n'a pas été une priorité de la campagne. Chez les démocrates, l'opinion majoritaire est qu'il faut naturaliser ceux qui sont installés depuis un certain temps, ce qui permet de les intégrer dans la vie américaine, d'éviter les phénomènes de délinquance pouvant être liés à la clandestinité, à l'exploitation, etc. Pour le moment, ce n'est pas un sujet prioritaire, mais il faudra trouver une solution, ce qui créera d'ailleurs un nouvel appel d'air pour les immigrants. Car le propre de l'immigration hispanique est que c'est une immigration en flux continu.

C'est la conséquence de la loi sur l'immigration de 1965 qui a largement ouvert les portes du pays à l'immigration. Elle a été suivie d'une loi sur le bilinguisme qui a permis de passer le permis de conduire, de suivre des cours à l'école dans une langue autre que l'anglais pour faciliter l'intégration. Il fallait un genre de sas, pour que les gens qui ne parlaient pas anglais s'appuient sur la langue qu'ils maîtrisent pour pouvoir s'intégrer et ensuite apprendre l'anglais. Les Francophones bénéficient également de cette mesure. Si vous êtes dans une zone où les Francophones constituent une minorité très importante, vous pouvez demander à avoir des cours en français, des bulletins de vote en français, etc.

Les Etats-Unis n'ont pas de langue officielle et aujourd'hui de nombreux Américains, majoritairement des Hispaniques, ne parlent pas anglais. Depuis la loi d'immigration de 1965, l'immigration hispanique n'est plus

un phénomène de zone frontière. Elle s'est généralisée à l'ensemble du pays. Je suis allée à Seattle l'an dernier et j'ai été très frappée de voir l'importance numérique des Hispaniques dans le centre de cette ville réputée pourtant tournée vers l'Asie.

Certains s'inquiètent de cette montée en puissance des Hispaniques et de leur langue. A tel point que certains veulent faire de l'anglais la langue officielle des États-Unis. Toutes leurs tentatives depuis 30 ans échouent au niveau fédéral. Il faut noter que les discours sur l'incapacité de certains immigrants à s'intégrer est récurrent dans l'histoire américaine. Je travaille actuellement avec mes étudiants de 3<sup>e</sup> année sur les 18<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup> siècles et on constate que ce type de discours existait déjà à l'époque à l'encontre des Allemands, qui ne parlaient qu'allemand, ne lisaient que des journaux en allemand et ne votaient que pour des Allemands d'origine. La question se complique depuis les années 60 avec les revendications liées au multiculturalisme et au droit à la différence et avec la très forte croissance de la minorité hispanique. Si cela vous intéresse, je vous conseille les excellents livres d'Isabelle Vagnoux, qui est la spécialiste française des Hispaniques aux Etats-Unis.

«Maintenant que le Président a ce profil particulier, va-t-il pouvoir faire avancer la question sociale et pourrait-il y avoir un dépassement de l'impérialisme américain ?»

En fait, l'idée de mettre l'accent sur le social est associée aux démocrates. On pense que l'administration Obama va s'engager dans cette voie comme Johnson l'a fait. Mais

une telle politique dépasse la question de l'appartenance raciale ou ethnique. Si vous améliorez la couverture maladie, vous le faites pour tous les Américains. Il est vrai que ceux qui en sont le plus dépourvus sont plutôt issus des minorités. Ce ne sera pas pour autant une politique ciblée sur un groupe minoritaire, mais plutôt sur un groupe social en difficulté. Il faut séparer cela des considérations d'impérialisme, de la place dans le monde, ce sont deux choses bien différentes. Johnson est un bel exemple en la matière. Avec sa lutte contre la pauvreté, c'est lui qui a créé la couverture maladie pour les indigents et les personnes âgées. Il a permis qu'on investisse beaucoup d'argent dans l'école publique et en même temps c'est l'homme de la guerre du Viet Nam. On peut donc avoir un bilan social très progressiste et en même temps avoir eu une politique étrangère impérialiste. Ce sont deux choses distinctes.

« Dans le domaine scientifique, quel peut être le changement ? On disait qu'il y avait eu des inflexions au

[cours des 50 dernières années dans le choix entre recherche scientifique noble et pas noble,...](#) »

Il y a cette idée aux Etats-Unis que la science doit contribuer à la prospérité de l'économie. Le président va, il l'a dit clairement, investir dans la science, dans les recherches sur les nouvelles énergies. Le fait qu'il ait choisi dans son Administration des gens issus du monde de la science, un Prix Nobel (c'est rare), montre qu'il plébiscite l'expertise scientifique et qu'il partage, avec nombre d'Américains, l'idée que la science participe à la prospérité du pays. Il y a un parallèle à faire avec Al Gore et ses autoroutes de l'information. On verra combien d'argent y est consacré...

« Avec la dépense qui se fait en Irak et Afghanistan, peut-il investir justement dans les sciences »

Barack Obama l'a encore dit hier. Face à une telle crise, le gouvernement ne pourra investir qu'en créant du déficit. L'idée est que si

les gens retrouvent un emploi, ils paieront des impôts, consommeront, l'argent reviendra donc dans les caisses de l'État, etc.

[Et le Moyen Orient ?](#)

Sur le Moyen Orient, pour le moment Obama est très discret car tenu au devoir de réserve. Je pense qu'Obama sera plus dans un rôle de médiateur, peut-être plus critique sur Israël, mais là on est plus dans la prospective que sur des réalités objectives.

**En conclusion :**

Sur toutes ces questions, revoyons-nous dans deux ans, et pourquoi pas avant, avec un économiste du CNRS.

Je vous remercie de votre attention.

---

<sup>1</sup> Maître de conférence - Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Centre de recherche d'histoire nord-américaine